

DEFENDRE ET RENFORCER LA SECURITE SOCIALE

Le Gouvernement, depuis plusieurs mois, s'est attaqué avec ardeur à réduire et briser la Sécurité Sociale. Ce sont quarante ans de conquêtes issues du programme du Conseil National de la Résistance (mis en place par le Gouvernement du Général de Gaulle au lendemain de la Guerre) qui sont battus en brèche.

En matière de prestations familiales, le plan Barzach enlève plusieurs milliards de francs aux familles à bas revenus pour les donner à celles - les moins nombreuses - possédant les revenus les plus élevés, aggravant ainsi les inégalités et mettant en cause la nécessaire solidarité nationale.

Les retraites ne suivent plus la hausse des prix, compte tenu du redémarrage de l'inflation, mais seulement celle des salaires. Les retraités ne toucheront pas les six milliards qui leur

étaient dus, le Gouvernement ouvre la voie aux assurances privées, mettant en cause les retraites en même temps que l'âge de celle-ci fixée à 60 ans.

Dans le domaine des maladies, les coups portés sont encore plus rudes que pour les prestations familiales et les retraites.

Le Gouvernement, après avoir défavorisé l'Hôpital Public, vient de décider, et ce sans consultation, que, pour la première fois, seuls les malades paient et ne sont plus remboursés à 100 %.

La franchise postale de la Sécurité Sociale vient d'être supprimée mettant ainsi 1 milliard de francs de plus à la charge des assurés sociaux, le remboursement des médicaments est de plus en plus limité et de graves atteintes sont portées aux personnes en

maladie grave car, très souvent, les atteintes supplémentaires sont le corollaire de la maladie principale.

La Sécurité Sociale était équilibrée ces derniers temps, elle ne l'est plus, et c'est au nom du déséquilibre que les atteintes sont portées.

Il faut dire clairement que l'égalité de tous devant la santé est une des conquêtes fondamentales de la France sous les quatrième et cinquième Républiques. Cette égalité ne doit en aucun cas être remise en cause. Le droit à la santé pour tous est le bien le plus précieux. Défendre la Sécurité Sociale est donc un devoir essentiel de solidarité et de justice.

Georges FRÊCHE,
Député de l'Hérault,
Maire de Montpellier,
Président du District
de Montpellier.

